



Une organisation nationale de femmes dénonce les coûts et l'inefficacité d'un programme rétrograde de maintien de l'ordre

Canadian Association of Elizabeth Fry Societies™
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry
701-151 Slater Street, Ottawa, Ontario K1P5H3
Telephone : (613) 238-2422
Facsimile : (613) 232-7130
e-mail : caefs@web.ca
Home Page : www.elizabethfry.ca

Ottawa, le 29 mai 2006 – Réunie en assemblée générale annuelle, l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry (ACSEF), s'est clairement engagée à contrer sans relâche la multiplication de peines minimum obligatoires, la réduction des condamnations avec sursis et toute éventuelle interférence avec les possibilités de mise en liberté sous condition. L'ACSEF est une fédération de 25 agences locales de services communautaires qui travaillent avec et au nom de femmes et de filles victimisées, criminalisées et incarcérées.

« Le gouvernement Harper refuse de reconnaître la foule de recherches internationales qui démentent toute efficacité à ce genre de réforme juridique. Les peines minimum obligatoires semblent séduisantes aux citoyens mal informés des complexités du monde criminel et aux politiciens qui souhaitent être perçus comme prêts à les protéger », déclare Madame Ailsa Watkinson, Ph.D., présidente de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry. « Le Canada compte déjà environ 45 peines minimum obligatoires; un plus grand nombre de ces peines fera que les personnes piégées dans le système carcéral risqueront d'y rester beaucoup plus longtemps. »

« La plupart des gens comprennent qu'un plus grand nombre de peines minimum obligatoires et la réduction des peines conditionnelles, parfois appelées assignations à résidence, entraîneront une hausse sensible du coût de l'appareil de justice pénale. L'emprisonnement est dispendieux – beaucoup plus coûteux, en fait, que bien d'autres moyens de prévention du crime. Il en coûte entre 50 000 \$ à 250 000 \$ par année pour incarcérer quelqu'un au Canada, selon la nature de l'établissement et les besoins de cette personne. Si seulement la moitié des sept milliards de dollars qui servent présentement à emprisonner les gens étaient investis dans l'aide sociale, le logement, la santé, l'éducation et d'autres services communautaires de base, ces ressources bénéficieraient à des collectivités entières, et pas seulement aux personnes criminalisées », ajoute Madame Gillian Balfour, Ph.D., membre du Comité d'action sociale de l'ACSEF.

« En nous basant sur l'expérience américaine, il y a toutes raisons de croire que l'imposition de peines additionnelles obligatoires liées aux armes à feu aura au Canada les mêmes conséquences, soit accroître l'injustice dans l'application de la loi, susciter des condamnations injustifiées et dévaster la communauté afro-canadienne par l'incarcération disproportionnée de jeunes hommes. Les peines minimum obligatoires et la réduction des occasions de mises en liberté sous condition auront vraisemblablement pour effet d'exacerber la sur-incarcération des Autochtones, et particulièrement des femmes autochtones », déclare Kim Pate, directrice générale de l'ACSEF. « Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies s'est déjà dit gravement préoccupé du traitement par le Canada des femmes incarcérées. Ces mesures ne feront qu'empirer la situation pour les femmes avec qui travaillent nos membres. »

-- 30 --

Contacts: Ailsa Watkinson, Ph.D., présidente
Gillian Balfour, Ph.D., ou
Kim Pate, directrice générale au 613-298-2422